

DECLARATION OF THE NINTH DIASPORA DEVELOPMENT DIALOGUE (DDD9)

We, delegates representing African Diaspora Development Organisations (ADDOs), attending the ninth Diaspora Development Dialogue (DDD9) organised by ADEPT in partnership with Trivision Impacts on 5 June 2018 in Brussels, Belgium:

1. RECALL that in 2015, the world has adopted the Sustainable Development Goals aimed at ending all forms of discrimination against women and empowering women as drivers of sustainable development and economic growths.
2. FURTHER RECALL that in 2003, the African Union declared the African Diaspora as the 'sixth region' of the continent, calling on its representatives to "organize themselves in regional networks and establish appropriate mechanisms that will enable their increasing participation in the affairs of the African Union as observers and eventually, in the future, as a sixth region of the continent that would contribute substantially to the implementation of policies and programs."
3. NOTE that Africa's growth and development agenda can only succeed if the continent is able to draw on all the resources and talents, and if women are able to participate fully in economic, social and political life.
4. COMMEND the African governments that have taken strong commitment to gender equality in the 'Solemn Declaration on Gender Equality in Africa' and the 'Protocol to the African Charter on the Rights of Women in Africa'. We welcome the progress that has already been made by the African Governments to further implement gender – based policies, such as Rwanda, Senegal or South Africa and encourage other states to follow the examples and associate women to the decision making policies as fully actors and partners, rather than beneficiaries.
5. URGE European and African Governments, international, regional and national organisations, but also civil society and media to strengthen and extend the multi-lateral and multi-actor partnerships by involving diaspora women and listening to their needs in order to empower them, make their voices heard and taken into consideration and their experiences advanced in political, social, economic and cultural sectors.
6. RECOMMEND European and African Governments to put women at the heart of their policies, in particular migration policies, and elaborate international and national mechanisms, enabling women to travel by choice and not by necessity, to have a safe and decent work in the countries of their choice, to have access to high quality education, to health and protection services and to decision – making processes.
7. FURTHER RECOMMEND that diaspora communities and individuals, civil society and media, but also the whole international community, further promote and advance the Diaspora women representation and participation in political life and decision - making process by strengthening women's capacities, ensuring their economic independence and deconstructing the stereotypes about gender in our societies, thus changing the narrative and helping women to achieve their full potential.

This Declaration was adopted on 5 June 2018 in Brussels, Belgium.

DECLARATION DU NEUVIEME DIALOGUE SUR LE DEVELOPPEMENT PAR LA DIASPORA (DDD9)

Nous, délégué.e.s représentant les Organisations de Développement de la Diaspora Africaine (ADD0s), participant au 9ème Dialogue sur le Développement par la Diaspora (DDD9) organisé par ADEPT en partenariat avec Trivision Impacts le 5 juin 2018 à Bruxelles, Belgique :

1. **RAPPELONS** qu'en 2015, le monde a adopté les objectifs de développement durable visant à mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à autonomiser les femmes en tant que moteurs du développement durable et de la croissance économique.
2. **RAPPELONS** en outre qu'en 2003, l'Union Africaine a déclaré la Diaspora Africaine comme la « sixième région » du continent, appelant ses représentant.e.s à « s'organiser en réseaux régionaux et à établir des mécanismes appropriés qui permettront leur participation croissante dans les affaires de l'Union africaine en tant qu'observateurs et, à l'avenir, en tant que sixième région du continent, qui contribuerait de manière substantielle à la mise en œuvre des politiques et des programmes ».
3. **NOTONS** que l'agenda de croissance et de développement de l'Afrique ne peut être accomplie que si le continent arrive à attirer des ressources et des talents et si les femmes sont en mesure de participer pleinement à la vie économique, sociale et politique.
4. **FELICITONS** les gouvernements africains qui se sont fermement engagés en faveur de l'égalité des sexes dans la « Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique » et dans le « Protocole à la Charte africaine des droits de la femme en Afrique ». Nous saluons les progrès déjà réalisés par les gouvernements africains pour mettre en œuvre des politiques orientées genre, comme le Rwanda, le Sénégal ou l'Afrique du Sud et encourageons les autres États à suivre les exemples et associer les femmes aux processus de prise de décision en tant qu'actrices et partenaires, plutôt que des bénéficiaires.
5. **INVITONS** les gouvernements européens et africains, les organisations internationales, régionales et nationales, mais aussi la société civile et les médias à renforcer et élargir les partenariats multilatéraux et multi-acteurs en impliquant les femmes de la diaspora, en écoutant leurs besoins afin de les outiller, faire entendre leurs voix et valoriser leurs expériences dans les secteurs politique, social, économique et culturel.
6. **RECOMMANDONS** aux gouvernements européens et africains de placer les femmes au cœur de leurs politiques, en particulier des politiques migratoires, et élaborer des mécanismes internationaux et nationaux, ainsi que des programmes de financement, permettant aux femmes de migrer par choix et non par nécessité, d'avoir un emploi sûr et décent dans les pays de leur choix, d'avoir accès à une éducation de qualité, aux services de santé et de protection et au processus décisionnel.
7. **RECOMMANDONS EN OUTRE** que les communautés et les individus de la diaspora, la société civile et les médias, mais aussi l'ensemble de la communauté internationale, favorisent la représentation et la participation des femmes à la vie politique et au processus décisionnel, en renforçant leurs capacités, en garantissant leur indépendance économique, en déconstruisant les stéréotypes sur le genre et en aidant les femmes à réaliser leur plein potentiel.

Cette déclaration a été adoptée le 5 juin 2018 à Bruxelles, en Belgique.